ILS ONT ENTAMÉ HIER LEUR GRÈVE ILLIMITÉE

Démonstration de force des médecins résidents

Les médecins résidents ont entamé, hier, leur mouvement de grève illimité. Le taux de suivi, au premier jour, dépasse les 95%, assure le collectif des médecins résidents algérien. Ils attendent une réponse favorable à leurs doléances de la part du ministre de la Santé.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) -Les établissements hospitaliers sont, depuis hier, bloqués par la grève des médecins résidents, des chirurgiens dentistes et des pharmaciens.

Les grévistes annoncent la couleur : «Nous sommes déterminés à aller jusqu'au bout de nos revendications.»

Le mot d'ordre de grève a été massivement suivi, se félicite le collectif des médecins résidents algérien, initiateur de ce mouvement, qui avance un chiffre dépassant les 95% à l'échelle nationale.

Ce dernier assure, cependant, que le service minimum et les gardes sont assurés. Les grévistes ont déjà tenté d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur leurs conditions de travail, mais en vain. Ils ont observé à plusieurs reprises des sit-in au sein de différents CHU du pays suivis de deux grèves cycliques de deux semaines.

Des actions qui n'ont visiblement pas fait bouger la tutelle pour amortir la crise. Notamment, le ministère de la Santé, accusent les grévistes.

Pour maintenir la pression, les résidents ont décidé de durcir leur mouvement.

«La grève est illimitée jusqu'à la satisfaction de la plate-forme de nos revendications», affirme-t-on. «La balle est dans le camp du ministre de la Santé», a souligné un délégué qui précise que le collectif reste ouvert au dialogue. D'ailleurs, une rencontre est prévue, aujourd'hui, entre les délégués des médecins résidents et des représentants du ministère.

«Nous irons, mais pour demander la participation des représentants du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique avant de commencer les travaux sur la révision de notre statut», a indiqué le Dr Merouane Sid Ali, délégué.

Outre la révision de leur statut, les grévistes demandent la suppression du service civil, le droit à l'exercice syndical, le bénéficie de la grâce portant sur le service national, la revalorisation salariale, le bénéfice des primes de risque, de contagion, des accidents de travail et d'encadrement, la revalorisation de la prime de recherche, actuellement de 4 000 DA, ainsi que la revalorisation de la prime de garde, qui varie entre 600 DA et 700 DA.

Concernant la partie liée au volet pédagogique, il semblerait qu'elle ait été satisfaite puisque les médecins résidents ont été informés que la note portant sur les examens intercalaires et la prolongation de certaines spécialités a été suspendue.

«Nous avons exigé de revenir à l'ancien système, soit un examen sanctionnant la première et la dernière année de notre cursus, afin de mieux nous concentrer sur la formation», ont rappelé les résidents.

S. A.

COMMUNIQUÉ DU RCD

Violences politiques et sociales : l'impasse

L'esplanade jouxtant la présidence de la République tient désormais lieu d'Assemblée nationale. C'est là que les catégories les plus fragilisées viennent revendiquer leurs droits.

Cette régression qui rappelle les époques où les esclaves attendaient leur pitance devant le palais des seigneurs démontre aussi le mépris du système devant la détresse et la colère du peuple algérien.

Même l'empereur du Japon a ouvert une de ses résidences à ses sujets pour témoigner sa compassion devant leurs épreuves.

Chez nous, la surdité et l'arrogance précèdent invariablement la répression. Dernières victimes, les contractuels qui demandent leur intégration dans le corps enseignant ont été durement réprimés à El-Mouradia. Blessés, certains d'entre eux ont été dirigés sur l'hôpital. Le RCD condamne avec la plus extrême vigueur ces agressions et assure les contractuels de son entière solidarité dans leurs luttes légitimes. Au lieu de servir une vraie politique de développement nationale, le budget de l'Etat est dilapidé dans des projets aux coûts faramineux ou des opérations de distraction de la jeunesse aussi irresponsables que démagogiques. Entre le quotidien du peuple et le sommet de l'Etat, il n'y a ni administration ni recours. Trop d'injustices, trop de mensonges, trop de violences ont créé une crise de confiance que plus rien ne peut compenser. Pour autant, le pouvoir ne semble pas vouloir lire et entendre ce marasme.

Assurés de s'être suffisamment équipés pour tout réprimer, forts des stratégies de division de la collectivité nationale qu'ils ont provoquée et sécurisés par l'étouffement politique de la société ; les dirigeants se braquent et se referment sur leurs certitudes. «Alger n'est ni Tunis, ni le Caire», clament-ils. Sans doute. Au regard des fractures politiques et sociales qui déchirent notre pays, la situation est malheureusement plus grave qu'en Tunisie et en Égypte. La poudrière algérienne est pourtant celle dont le potentiel d'explosion est le plus fort. Ses conséquences sur la nation et la région seront dévastatrices.

L'aveuglement du pouvoir devant les risques de désintégration nationale et de déstabilisation régionale rend encore plus impératifs la mobilisation et le rassemblement des forces patriotiques.

Alger le 28 mars 2011
Le RCD

Mobilisation maximum à Oran

Le collectif autonome des médecins résidents peut, d'ores et déjà, se vanter d'avoir mobilisé toute la corporation à Oran, soit à peu près 2 000 résidents qui, à l'unanimité, ont suivi la grève, dès le premier jour, que ce soit dans les EHS, CHU ou EHU.

Forts d'un suivi qui frôle les 100%, les médecins résidents se sont déjà projetés sur la suite de leur mouvement de grève qui va dans les trois jours qui suivent se radicaliser de manière dramatique pour les usagers de la santé.

En effet, au lieu d'apaiser les tensions, la tutelle a eu des propos extrêmement maladroits à l'encontre des médecins résidents, touchés au plus profond de leur dignité.

«Ce ministre qui n'a probablement jamais eu à se faire soigner en Algérie affirme que nous ne sommes que des stagiaires et que dans l'ensemble des activités hospitalières, nous ne représentons que 0,5% … et bien dans trois jours, il va voir si nous sommes des stagiaires. Donc, nous n'avons aucune responsabilité vis-à-vis des malades et nous allons engager la grève du service minimum…»

Un choix approuvé à l'unanimité par les résidents et qui obligera les pouvoirs publics à passer par des réquisitions. Mais d'ores et déjà, c'est la paralysie des hôpitaux qui pointe, à l'exception des malades atteints de cancers et les urgences médico-chirurgicales, les résidents ne feront plus rien.

L'on s'achemine vers la déprogrammation des interventions chirurgicales, l'annulation de toutes les consultations, pas d'hospitalisation, aucune garde des malades...

Le ministre de la Santé, dans la conjoncture sociale actuelle du pays, peut-il se payer le luxe de paralyser tout le système de santé ?

Fayçal M.

Constantine suit le mouvement

Déçus par l'attitude du ministre de la Santé et peu convaincus par les déclarations du ministre de l'Enseignement supérieur, les médecins résidents du CHU de Constantine sont entrés, hier, en grève illimitée, et ce, jusqu'à l'aboutissement de leurs revendications.

Après avoir observé un rassemblement devant la direction de l'hôpital, les étudiants en médecine ont organisé une marche à l'intérieur du CHU pour exprimer leur ras-le-bol devant une situation qui n'a que trop duré. Aussi scanderont-ils tout au long de leur procession des slogans réclamant plus de dignité et de considération. Toutefois, le service minimum et les gardes ont été assurés.

«Nous ne reculerons devant rien cette fois-ci. Nous sommes déterminés à poursuivre notre action jusqu'à ce que nos revendications légitimes soient prises en charge», ont clamé les grévistes. Commentant l'information selon laquelle le décret portant organisation des examens intercalaires aurait été annulé, la porte-parole du collectif autonome des médecins résidents d'Algérie (CAMRA) au CHU Benbadis a démenti catégoriquement cette information. «Il s'agit seulement d'un gel des examens intercalaires et non pas d'une annulation», a-t-elle affirmé. Par ailleurs, leur revendication concernant le service civil demeure sans réponse convaincante. «Le service civil est un échec en Algérie», s'accordent à dire les médecins résidents. C'est pourquoi, ils réclament le bénéfice de la dispense du service militaire.

Farid Benzaïd

Un suivi massif à Tizi-Ouzou

Le mouvement de grève nationale des médecins résidents a été largement suivi à Tizi-Ouzou. Si l'arrêt de travail a été observé par près de 400 médecins résidents que compte le CHU de Tizi-Ouzou, près d'une centaine d'entre eux ont observé un sit-in devant la direction générale de l'établissement. Un service minimum a été observé par les protestataires qui demandent, en sus des revendications socio-pédagogiques déjà énoncées, un enseignement de meilleure qualité.

S. A. M.

ALORS QU'ILS SONT À LEUR DEUXIÈME SEMAINE DE SIT-IN

Les enseignants contractuels tabassés

De violents affrontements ont opposé, hier, les enseignants contractuels aux forces de l'ordre. La tension monte chez les protestataires qui ont décidé de boycotter la rentrée des classes, dimanche prochain.

Les enseignants contractuels ont pris, depuis plus d'une semaine, leurs quartiers à la place d'El-Mouradia, à quelques mètres du palais présidentiel.

Ils revendiquaient l'intégration des 20 000 enseignants contractuels dans le corps de l'éducation nationale sans condition ni concours. Cependant, les pouvoirs publics continuent de faire la sourde oreille.

L'appel à l'aide des protestataires au premier magistrat du pays est jusqu'à présent resté sans résultat. Des points noirs qui n'entament pas leur détermination. S'ils demeurent motivés dans leur lutte, la fatigue physique commence, cependant, à leur faire perdre patience.

Hier, vers 11h du matin, les contractuels ont pris par surprise le cordon bleu des forces de l'ordre les encerclant et ont réussi à bloquer la route. Assis par terre, les enseignants ont eu un seul slogan — «suicide collectif, catastrophe 2011 —».

Les manifestants n'ont pas eu le temps de savourer leur «victoire», les forces de l'ordre ayant vite réagi. Conséquence : de violents affrontements opposant les manifestants aux services de sécurité. La scène a duré plus d'une demi-heure.

Devant le refus des protestataires de dégager la route, le services de sécurité ont vite changé de ton bousculant ces derniers pour les obliger à retourner vers le trottoir où ils se trouvaient.

Les plus «têtus» ont été traînés par terre pour être placés à côté de leur camarades. Des heurts qui n'ont pas manqué de faire des blessés.

Les enseignants contractuels ont décidé de ne pas lâcher du lest cette fois-ci. Ils maintiennent la pression en décidant de ne pas rejoindre leurs établissements, dimanche prochain, jour de rentrée des classes. «Nous allons camper ici devant la présidence jusqu'à satisfaction de notre seule et unique revendication. Nous n'avons rien à perdre, mais nous ne comptons pas continuer à travailler sous contrat», assure-t-on.

Par ailleurs, les anciens militaires radiés de l'ANP et les rapatriés de Libye squattent, jour et nuit, la place d'El-Mouradia, qui est devenue visiblement le lieu de rendez-vous incontestable des contestataires.

S. A.